

Révision du Code du travail

Madeleine Berre en possession de la nouvelle mouture

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Après une semaine de travaux, les travailleurs, membres du patronat gabonais et les techniciens du ministère de l'Emploi, de la Fonction publique, du Travail et de la Formation professionnelle, chargé du Dialogue social ont accordé leurs violons. D'où la mouture du nouveau Code du Travail remise au ministre de tutelle, hier, dans les locaux de l'Agence nationale de Promotion des Investissements (ANPI).

EXACTEMENT 460 articles, telle est la composition de la mouture du nouveau Code du Travail en République gabonaise. Du lundi 19 au dimanche 25 août dernier, lesdits

articles ont été passés au peigne fin par les différentes parties impliquées (patronat, travailleurs et ministère de tutelle). Content d'avoir été associé aux discussions préliminaires, Sylvain Mayabi Binet, secrétaire général de l'Organisation nationale des employés du pétrole, par ailleurs représentant des travailleurs, estime que cette révision arrive à point nommé. "Le contexte socio-économique actuel nous révèle plusieurs réalités, retours d'expériences qui nous interpellent et nous amènent à revisiter ou adapter les dispositions du Code du Travail actuel", a-t-il déclaré.

Ce dernier d'ajouter : "Nous avons dorénavant l'assurance que le gouvernement a à sa disposition l'ensemble des attentes, remarques et contribu-



Le président du patronat gabonais, Alain Bâ Oumar, remettant les propositions des parties impliquées à la ministre de l'Emploi et du Travail, Madeleine Berre.

tions des travailleurs sur les dispositions du Code actuel qui mérite d'être revisitée". Même son de cloche pour le patronat qui est d'avis que le Code

doit s'adapter aux réalités du moment. À ce propos, Alain Bâ Oumar, le président de la Confédération patronale gabonaise (CPG) soutient que la nouvelle

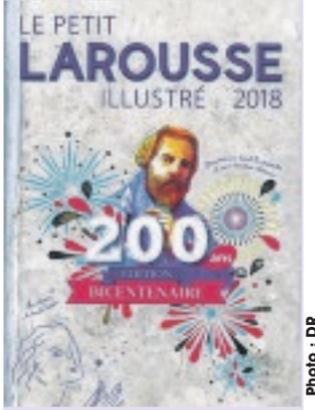
copie permet une meilleure marge de manœuvre aux employeurs.

Pour sa part, Madeleine Berre, ministre en charge de l'Emploi et du Travail, se félicite de l'issue heureuse des concertations. "Les partenaires sociaux ont du lundi 19 au dimanche 25 août 2019 repris l'intégralité des articles afin de nous permettre d'avoir cette restitution. Je tiens à saluer la qualité et l'esprit collectif qui ont prévalu lors des travaux", a soutenu le membre du gouvernement.

Par ailleurs, Mme Berre compte, en mi-septembre prochain, initier une discussion autour de la révision des curricula universitaires et professionnels. Objectif : adapter les enseignements dispensés aux réalités professionnelles.

Ici et ailleurs

•Langue française
Savoureux verbes anciens à ressusciter



"Mugueter", "blézimarder", "pandiculer"... La langue française abrite des termes délicieux que nous gagnerions à remettre au goût du jour. Ils sont désuets, mais savoureux. On vous parle du verbe "tympanser" qui signifie "critiquer, ridiculiser, décrier publiquement quelqu'un ou quelque chose", de l'adjectif "languide" à savoir "celui qui se trouve dans un état de grande faiblesse physique et psychologique" ou encore du terme "tristimanie", c'est-à-dire une "monomanie accompagnée de tristesse"...

•Dopage
Tests positifs pour près d'un cinquième des athlètes d'endurance

Le dopage sanguin était répandu chez près d'un cinquième des athlètes dans les épreuves d'endurance aux Mondiaux d'athlétisme de 2011 à Daegu et de 2013 à Moscou, selon une étude menée à l'université de Lausanne. "Nos résultats à partir de paramètres hématologiques solides donnent une estimation d'une prévalence globale du dopage sanguin de 18% en moyenne chez les sportifs d'endurance", indiquent les auteurs dans les points clés de leur étude, en rappelant que le taux de contrôles positifs (urine et sang) dans les analyses des laboratoires accrédités par l'Agence mondiale antidopage (AMA) reste inférieur à 2%.

•Exhumation du corps de Johnny Hallyday
Laura et David n'étaient pas informés

Les deux aînés du chanteur ont découvert dans la presse que le corps de leur père devrait être prochainement exhumé. Malgré la polémique facilement prévisible, leur belle-mère Laetitia Hallyday ne les a pas tenus informés de son projet. C'est en lisant le magazine *Public* et le *Journal de Saint-Barth* que Laura Smet et David Hallyday ont découvert que le corps de leur père devrait être prochainement exhumé de sa tombe dans le cimetière Lorient sur l'île de Saint-Barth.

Rassemblés par R.H.A

Accompagnement à l'auto-emploi des personnes vivant avec un handicap

Le fonds "ONE-Entreprendre" opérationnel

F.S.L.
Libreville/Gabon

Les activités de ce dispositif social ont été officiellement lancées hier matin au complexe scolaire Benoît Messani au quartier Batavea. C'était au cours d'une cérémonie présidée par Roger Owono Mba, ministre de l'Économie, des Finances et des Solidarités nationales.

Le ministre de l'Économie, des Finances et des Solidarités nationales, Roger Owono Mba, a présidé, hier, au complexe scolaire Benoît Messani à Batavea, le lancement officiel du fonds "ONE-Entreprendre", dont le but est d'accompagner les couches vulnérables de la société. Il est issu de la signature à Libreville d'une convention de partenariat, le 7 mai 2019, entre l'Office national de l'emploi (ONE), et la direction générale des Affaires sociales. C'EST donc une véritable bouffée d'oxygène qui se présente ainsi aux personnes vivant avec un handicap et porteuses de projets. Ce nouveau dispositif d'insertion des personnes vivant avec un



Roger Owono Mba : «Vous êtes les acteurs de votre succès qui repose essentiellement sur votre détermination».

handicap vient renforcer les mesures qui existent déjà pour lutter contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale. C'est donc 150 millions de francs que le Fonds d'aide à l'insertion et à la réinsertion professionnelles mobilisera sur 5 ans pour appuyer le financement des activités génératrices de revenus d'au moins 300 personnes vivant avec un handicap. En outre, le Fonds d'aide à l'insertion et à la réinsertion professionnelles s'engage à supporter, à hauteur de 3 millions par an, le coût des enquêtes sociales y relatives pour garantir l'équité dans le traitement



Les personnes vivant avec un handicap échangeant avec le ministre des Solidarités nationales.



Une vue de l'assistance.

du public visé. Parce que le handicap n'est pas une fatalité, il incombe donc aux pouvoirs publics,

dans leurs différentes déclinaisons, de ne ménager aucun effort pour mettre en place des programmes

d'intégration, d'insertion et même de réadaptation des personnes vivant avec un handicap. Car, on ne peut construire un État moderne et prospère, en excluant une frange de sa population du développement.

"Vous êtes les acteurs de votre succès qui repose essentiellement sur votre détermination. Bénéficiaire d'une formation n'est pas synonyme de réussite, et ce sera à vous de travailler avec ardeur et rigueur pour concrétiser vos projets et en tirer les bénéfices à terme", a souligné le membre du gouvernement dans son allocution.

Petit angle

Un dispositif original

F.S.L.
Libreville/Gabon

L'ORIGINALITÉ de ce dispositif réside en ce que le fonds "ONE-Entreprendre" est constitutif d'une partie des ressources issues des frais de

gestion supportés par les employeurs signataires d'une convention de partenariat. Et ce, dans le cadre de la mise en œuvre du Contrat d'apprentissage jeunesse (Caj). Ce mécanisme de financement qui s'inscrit dans le Plan de relance de l'éco-

nomie, encourage les établissements personnalisés tels que l'Office national de l'emploi (ONE) à revoir leur modèle économique, afin d'assurer une capacité d'autofinancement garantissant une réelle autonomie financière. L'initiative, qui vise à lut-

ter contre le chômage et à favoriser la promotion sociale de cette frange de la population, mobilise la direction générale des Affaires sociales (DGAS) et l'Office national de l'emploi (ONE). Récemment, la DGAS a mis à la disposition de l'ONE une base

de données constituée de 94 dossiers de micro-projets préparés par les personnes vivant avec un handicap et en situation de précarité. Pour cette année, le Fonds "ONE-Entreprendre" s'engage à financer 60 micro-projets.